GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – POSTULAT

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé:	Date	Heure	Numéro	Département(s)	
	28.11.2014	14:49	14.167	DFS	
Annule et remplace					

Auteur(s): Groupe socialiste	Lié à: (Facultatif, cf. art. 241 OGC)
Titre: Pour une compensation des charges structurelles repensée	ad 14.027
Contenu:	
<p>Après la péréquation des ressources, la révision de la péréquation financière intercommunale va se poursuivre avec l'adaptation de la compensation des charges. Nous demandons au Conseil d'État de tenir compte dans ces travaux, à côté des surcharges structurelles identifiées par les économistes et les statisticiens, des charges induites par les fonctions d'importance cantonale qu'assument les centres urbains et autres pôles d'activité du canton.</p>	
Développement (obligatoire):	
<p>Après l'adaptation de la péréquation des ressources réalisée par le rapport 14.027, la révision de la péréquation financière intercommunale doit maintenant porter sur la compensation des charges, à mener par le Conseil d'État en concertation avec les communes.</p> <p>Dans leur évaluation de la péréquation neuchâteloise, les experts consultés par le Conseil d'État ont identifié en 2008 parmi les faiblesses du système un manque de clarté dans la définition des surcharges structurelles. Leur rapport de 2010 recommande ainsi de ne retenir dans la péréquation au sens strict que les domaines où les analyses statistiques effectuées ont repéré des surcharges mesurables par des indicateurs simples; les autres charges devant être traitées par d'autres outils.</p> <p>Or, cela n'enlève rien au fait que certaines communes jouent un rôle important dans des domaines tels que la culture, le sport ou encore l'accueil d'entreprises. Elles permettent de profiler le canton, ces charges dites discrétionnaires doivent être prises en considération. La commission péréquation financière l'a d'ailleurs reconnu en accompagnant son rapport au Conseil d'Etat du 8 avril 2013 d'un postulat sur la culture.</p> <p>Dans un canton qui a choisi de ne pas faire tout partout, la répartition géographique de certains services et équipements spécialisés s'impose, tant sous l'angle financier que pour l'aménagement du territoire et la qualité des prestations. Cela concerne la culture, mais aussi le sport, les loisirs, le développement économique et industriel.</p> <p>Les centres ne sont donc pas toujours les mêmes; aux villes reconnues dans la péréquation de 2001 s'ajoutent les différents pôles d'activité du canton, espace unique en construction. Les fusions de communes intervenues depuis lors et qui interviendront encore ont par ailleurs modifié fortement la structure du canton. Alors que les charges de centre concernaient auparavant en premier lieu les villes, elles pèsent aujourd'hui également sur les communes fusionnées. Il convient de reconnaître le rôle de ces centres et d'inclure dans la compensation des surcharges structurelles les charges spécifiques qu'ils assument.</p> <p>La question des centres est intimement liée à celle de l'équilibre du canton et met en jeu l'indispensable solidarité entre communes, mais aussi les notions d'égalité et d'équité entre contribuables. La réflexion ouverte que nous demandons devrait conduire à une politique de péréquation cohérente et durable, dans l'intérêt de l'Etat cantonal, des communes et de la population neuchâteloise.</p>	

L'urgence est demandée:

oui

non

Auteur ou premier signataire	Autres signataires (suite)
Lebel Calame Johanne	
Autres signataires (nom, prénom)	
Duding Laurent	
Zwygart de Falco Laura	
Huguenin-Dumittan Daniel	
Docourt Ducommun Martine	

Champs encadrés en rouge = champs à remplir obligatoirement

ENVOYER